

Algérie : ce qu'on ne nous dit pas

Menace islamiste, attentats pouvant faire tâche d'huile en France, problèmes avec ses immigrés : l'Algérie semble un pays qui n'apporte que des craintes à la France, quand on voit les informations.

C'est après la guerre, dans les années 1950, que les patrons français ont été chercher des immigrés en Algérie. La France a même créé un Office National de l'Immigration (ONI), dont les "sélectionneurs de main d'oeuvre" allaient recruter pour les chaînes des automobiles Citroën, ou les mines des houillères.

Ils cherchaient des hommes faciles à manier, dans les villages reculés plutôt que dans les villes. C'est la misère qui décidait ces jeunes à s'arracher à la famille, en espérant améliorer leur sort.

Se retrouvant en France dans les travaux les plus durs, parqués entre eux, les immigrés algériens ne sont pas plus mal traités que ceux qui les avaient précédés, italiens ou espagnols. Mais quand, en 1954, commence en Algérie la révolte du peuple qui réclame son indépendance, les immigrés algériens sont vus comme des traîtres ou des terroristes. C'est le début de ce que nous connaissons dans les rues ou le métro : la police qui les fouille, et en fait des suspects. A l'époque, il n'y avait pas besoin du prétexte de l'islamisme, ni de la violence des banlieues. Les banlieues, c'est eux qui les construisaient.

Si le peuple algérien s'est révolté, et si des centaines de milliers de gens simples vont donner leur vie pour se libérer, c'est que leur sort sous le colonialisme français était insupportable. Les autres pays d'Afrique colonisés par la France étaient aussi exploités, mais ils n'ont pas eu à se battre aussi longtemps et durement. L'Etat français leur a accordé l'indépendance, de peur d'avoir à mener plusieurs guerres d'Algérie.

Les patrons, les banquiers qui s'étaient enrichis sur le dos de l'Afrique n'ont pas perdu grand chose avec les indépendances des années 60. Les nouveaux dirigeants étaient africains, mais complices, formés dans les écoles ou dans l'armée française. Et si en Algérie au moins une dignité était retrouvée, l'exploitation elle, chassée par la

porte, est revenue par la fenêtre.

Le pays ruiné, affaibli par 125 ans d'exploitation coloniale et 6 années de guerre, avait besoin de tout. Nos capitalistes n'ont pas eu honte de revenir. La loi du fric a fait le reste : dans une affaire entre un riche puissant et un faible pauvre, le riche s'enrichit bien plus que le pauvre, et finit même par l'appauvrir. C'est ce qui s'est passé.

La France est redevenue le premier fournisseur, et le premier client de l'Algérie. Nos patrons se sont arrangés avec le gouvernement algérien et son armée pour qu'ils n'aient rien à craindre dans le sud du pays, là où le pétrole est exploité. Ils y vont par vol spécial direct, à l'abri des attentats.

En mars 1994, un banquier français, Michel Camdessus, annonçait à la télévision algérienne que le pays allait voir sa monnaie dévaluée de 40%. Ce dirigeant du Fonds Monétaire International, le FMI, divisait d'un coup par deux le pouvoir d'achat de la population.

Le FMI est une de ces banques qui disent "aider" les pays pauvres en leur avançant de l'argent, mais qui les étranglent en exigeant de rendre le capital, plus les intérêts, en augmentant d'office les taux de remboursement. L'Algérie leur doit 150 milliards de francs. Presque tout l'argent des ventes de son pétrole et de son gaz y passent ! Pour 1998, le FMI en est à exiger de l'Etat algérien qu'il augmente les impôts, et procède à 200 000 nouveaux licenciements.

En France, nos dirigeants nous disent qu'ils aimeraient tant que l'Algérie s'en sorte, qu'elle connaisse la paix et la démocratie ! Que ces requins commencent par annuler cette dette infernale qui est un nouvel esclavage, et on les croira. Sinon, il nous reviendra à nous, les travailleurs, la population, de le faire. Et nous rétablirons la fraternité entre les peuples.

9/6/1997

L'Ouvrier n° 72

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX